

MEDEF Actu-Eco - n° 280

Semaine du 13 au 17 mars 2017



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Production manufacturière en janvier 2017** : -1,0 % sur un mois, +0,1% en moyenne mobile sur trois mois en glissement annuel
2. **Défaillances d'entreprises en janvier 2017** : 57 751 en cumul sur 12 mois (-7,4 % sur un an) depuis février 2009
3. **Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en février 2017** : conditions inchangées d'octroi aux entreprises et aux ménages, hausse de la demande des entreprises et des ménages
4. **Financement des ETI et des grandes entreprises en mars 2017** : trésorerie aisée, détente tendancielle des délais de paiement des clients, atténuation des marges bancaires

EUROPE

5. **Poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de l'Union européenne depuis 1995** : recul dans les grands pays sauf en Allemagne

INTERNATIONAL

6. **Marché du travail aux États-Unis en février 2017** : +235 000 créations d'emploi, baisse du taux de chômage (4,7 %)
7. **Tendances récentes des marchés** : Décrochage des prix du pétrole, nouvelle baisse de l'or, léger raffermissement de l'euro

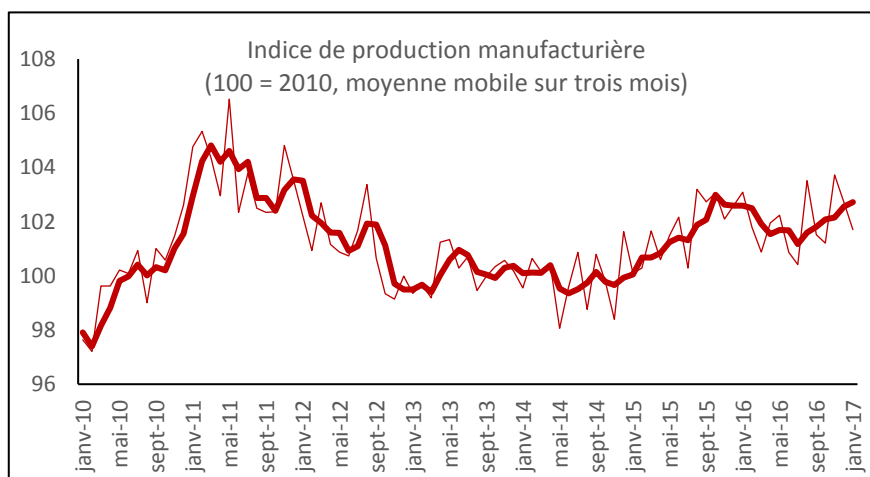
1. Production manufacturière en janvier 2017 : -1,0 % sur un mois, +0,1 % en moyenne mobile sur trois mois en glissement annuel

* **En janvier 2017, la production a diminué de -1,0% dans l'industrie manufacturière en rythme mensuel**, comme le mois précédent (données CVS-CJO). Cette baisse de la production manufacturière recouvre :

- un **net recul de la production des industries agricoles et alimentaires** (-2,1% après déjà -0,5% en décembre), du fait du repli dans la « fabrication d'autres produits alimentaires ». L'indice est à son plus bas niveau depuis juin 2013 ;
- **une forte dégradation de la production dans la cokéfaction et le raffinage** de -8,1% après déjà -4,4% le mois dernier ;
- **un repli de la fabrication des biens d'équipement** de -1,6% en raison du fort

repli de la production de machines et équipements (-5,1%) et de celle dans les équipements électriques (-5,5% après déjà -2,5% le mois dernier). Le rebond de la production dans les produits informatiques électroniques et optiques n'a pas permis de compenser cette baisse ;

- **une nouvelle baisse de la production dans les « autres industries »** (-0,6% après -1,1% en décembre) englobant une nette diminution dans l'industrie du caoutchouc, du plastique et des minéraux non métalliques (-2,8%), un repli dans l'industrie de la chimie (-2,2%) et une contraction dans le textile, habillement, cuir et chaussure (-1,8%) ;



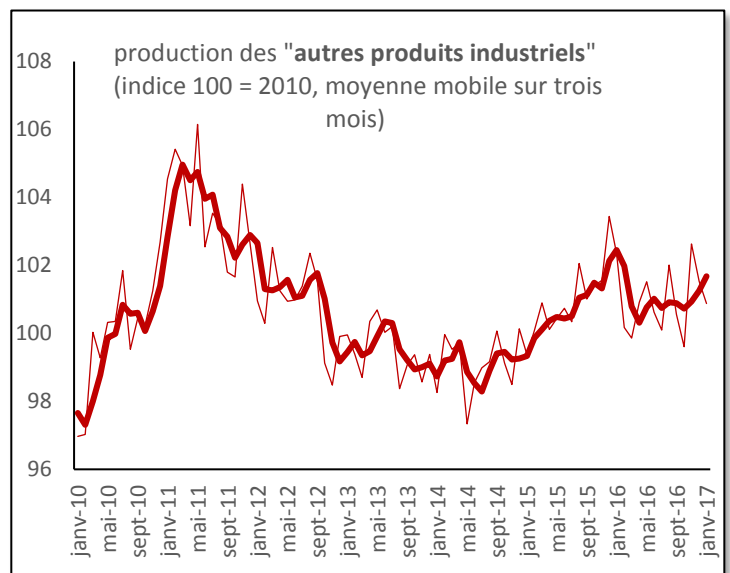
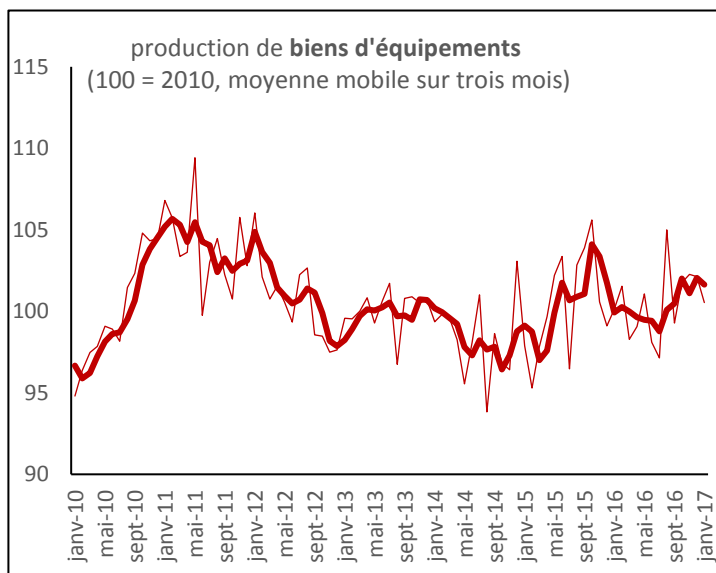
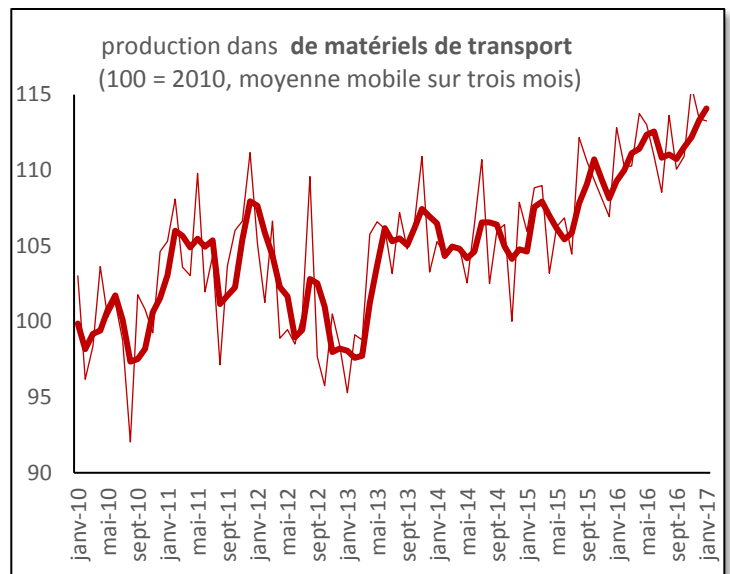
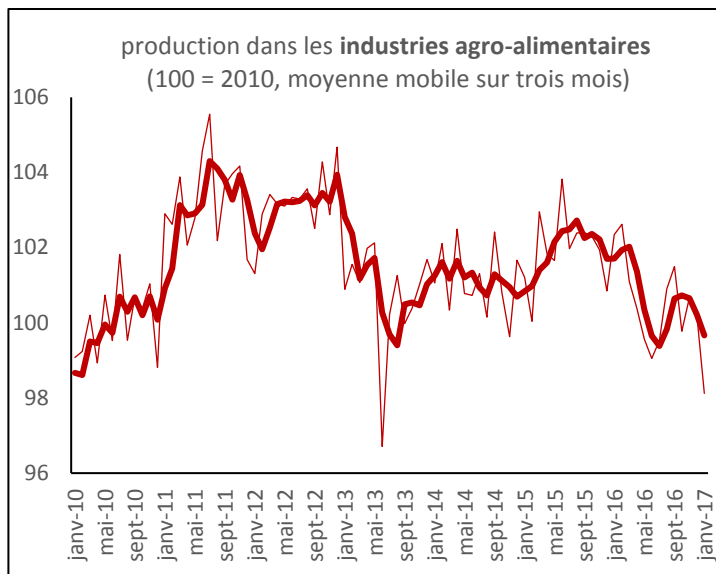
Source : INSEE

* **En moyenne sur les trois derniers mois connus** (janvier 2017, décembre et novembre 2016), **l'activité manufacturière a progressé de +0,6 % par rapport aux trois mois précédents**. Dans le détail, ces évolutions recouvrent :

- une hausse soutenue de +3,0% dans la cokéfaction et raffinage ;
- une hausse dans la fabrication de matériels de transport de +2,3% portée par celle de la production d'automobile (+3,2%) ;

- une hausse de la fabrication des autres produits industriels de +0,9% portée essentiellement par la pharmacie (+8,7%) et dans une moindre mesure par la chimie (+1,6%).

* **En glissement sur un an, la production manufacturière des trois derniers mois connus a été quasiment stable** (+0,1%), avec de grandes disparités sectorielles (de -5,3% dans le textile-habillement-cuir-chaussure à +7,5% dans la cokéfaction).



Source : INSEE

*

*** La production manufacturière des trois derniers mois connus est encore inférieure de -12,7% à son point haut d'avril 2008.** La perte d'activité depuis cette date peut aller jusqu'à -20 à -25% dans les biens d'équipement, l'automobile ou la métallurgie et même -32,5%

la fabrication des machines et équipements. En revanche, la production a quasiment retrouvé son niveau d'avant crise dans les industries agro-alimentaires (-0,9%) et le dépasse nettement dans la chimie (+8,6%).

Evolution de l'indice de la production industrielle par secteurs d'activité

en %	Jan.17 / déc.16	Jan.17 / Jan.16	Jan.17-Dec.16-Nov.16 / Oct.16-Sept.16-Aoû.16	Jan.17-Dec.16-Nov.16 / Jan.16-Déc.15-Nov.15
Industrie manufacturière dont	-1,0	-1,3	+0,6	+0,1
Industries agro-alimentaires	-2,1	-4,1	-1,1	-2,0
Cokéfaction et raffinage	-8,1	-2,3	+3,0	+7,5
Produits informatiques et électroniques	+4,1	+6,8	+1,4	+1,9
Equipements électriques	-5,5	-4,0	+1,5	+4,1
Machines et équipements	-5,1	-3,5	-3,0	+0,3
Industrie automobile	-3,7	+2,4	+3,2	+6,0
Autres matériels de transport	+3,1	-1,2	+1,5	+3,0
Textiles, habillement, cuir	-1,8	-6,6	-2,0	-5,3
Bois, papier, imprimerie	-0,9	-5,6	-1,2	-3,4
Chimie	-2,2	-0,2	+1,6	+1,7
Industrie pharmaceutique	+4,0	+10,8	+8,7	+1,7
Caoutchouc, plastiques, minéraux	-2,8	-3,2	+0,1	+0,3
Métallurgie, produits métalliques	-0,1	-2,6	+0,4	-0,5

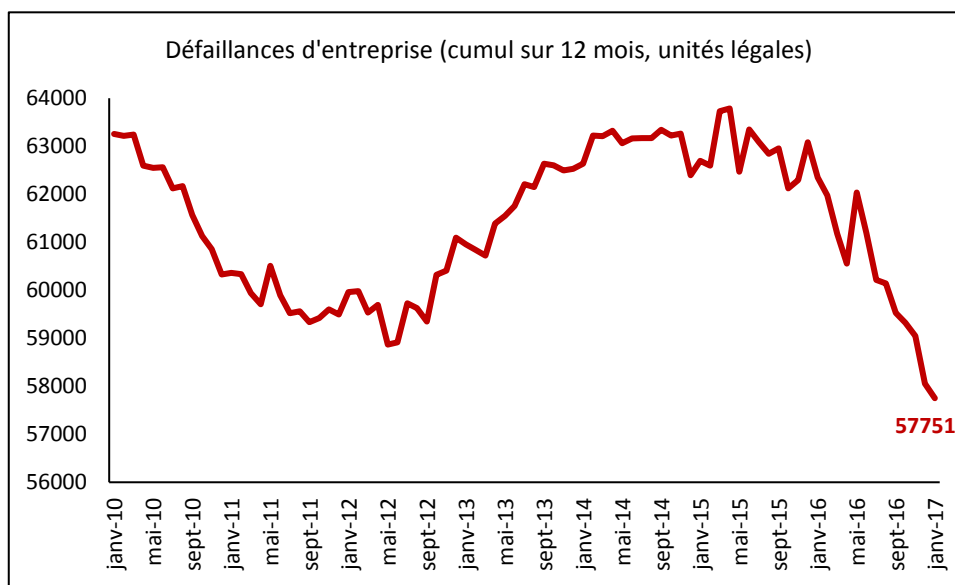
Source : INSEE



2. Défaillances d'entreprises en janvier 2017 : 57 751 en cumul sur 12 mois (-7,4% sur un an), plus bas niveau depuis février 2009

* Selon les données provisoires de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se sont établies à 57 751 unités légales en janvier 2017**, en cumul sur un an. Il s'agit de leur plus bas niveau depuis

février 2009. **Elles s'inscrivent en repli de -7,4% par rapport à leur niveau de janvier 2016** (toujours en cumul sur 12 mois), après -8,0% le mois précédent sur un an. Enfin, il s'agit du **huitième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Dans le détail, par taille d'entreprise les défaillances de l'ensemble des **PME** se sont contractées de -7,4% entre janvier 2016 et janvier 2017 (toujours en cumul sur 12 mois). Les baisses les plus fortes ont concerné les défaillances de très petites entreprises (-11,2%) qui constituent 3,2% du total. Les défaillances des microentreprises

(94,5% du total) ont reculé de -7,3% après une baisse de -7,9% en décembre.

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** ont baissé de -21,1% après -23,1% le mois dernier. Elles ne représentent que 0,1% du total des défaillances.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	déc-16	janv-17	Jan. 17 / Jan. 16 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	58 027	57 721	-7,4	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	54 905	54 599	-7,3	94,5
Très petites entreprises	1 873	1 836	-11,2	3,2
Petites entreprises	905	939	-6,0	1,6
Moyennes entreprises	344	347	-2,3	0,6
ETI et Grandes entreprises	30	30	-21,1	0,1
Total	58 057	57 751	-7,4	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances sur un an se retrouve dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'agriculture (+3,9% sur un an) et des activités de transport-entreposage (+3,0%).

L'ampleur du recul a été très variable : de -12,5 % dans la construction (près d'une défaillance sur quatre) et -11,3% dans l'industrie à -2,2% dans les activités immobilières et -1,7% dans l'information et communication.

Défaillances d'entreprises dans les principaux secteurs d'activité (cumul sur les 12 derniers mois)

<i>Unités légales</i>	déc-16	janv-17	Jan. 17 / Jan. 16 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 427	1 423	3,9	2,5
Industrie	4 045	4 022	-11,3	7,0
Construction	13 707	13 557	-12,5	23,5
Commerce et réparation automobile	12 482	12 496	-8,2	21,6
Transports et entreposage	1 754	1 775	3,0	3,1
Hébergement et restauration	7 750	7 694	-7,9	13,3
Information et communication	1 413	1 406	-1,7	2,4
Activités financières et d'assurance	1 135	1 137	-4,3	2,0
Activités immobilières	2 147	2 092	-2,2	3,6
Soutien aux entreprises	6 253	6 241	-2,6	10,8
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 522	5 476	-5,5	9,5
Total	58 057	57 751	-7,4	100

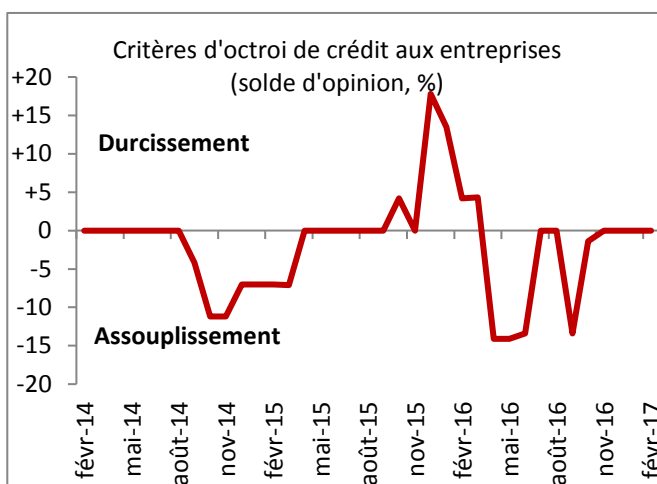
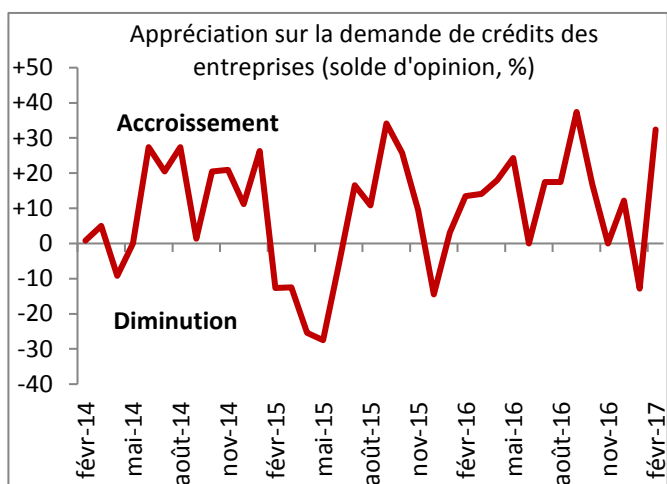
Source : Banque de France

3. Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en février 2017 : conditions inchangées d'octroi aux entreprises et aux ménages, hausse de la demande des entreprises et des ménages

*La dernière enquête mensuelle de la Banque de France auprès des établissements de crédit, suggère que **la demande de crédits des entreprises auprès des établissements bancaires s'est accrue en février 2017**, après la diminution enregistrée en janvier dernier qui marquait alors une première depuis

décembre 2015. Cet accroissement a été imputable à la hausse de la demande de crédits des PME et des grandes entreprises.

Simultanément, les établissements de crédits ont indiqué pour le quatrième mois consécutif ne pas avoir modifié leurs conditions d'octroi.

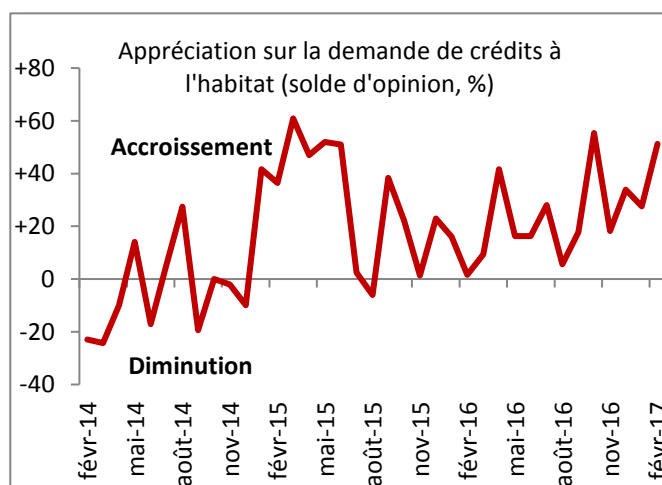
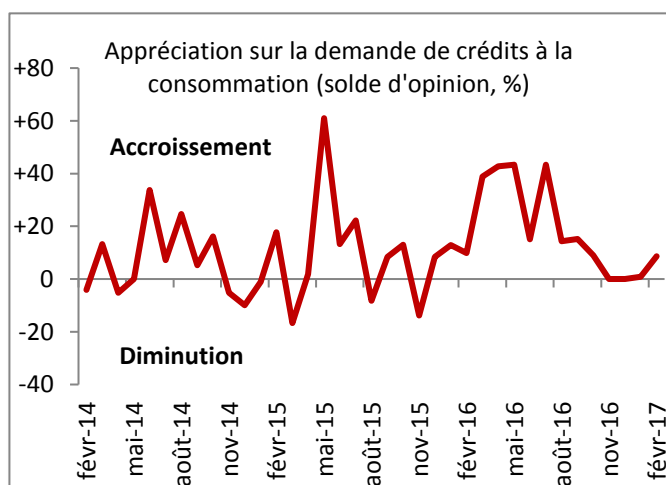


Source : Banque de France

*Pour les ménages, **la demande de crédits à la consommation a enregistré en février une légère progression**, après être demeuré inchangé trois mois de suite. Il s'agit par ailleurs du premier mouvement haussier depuis juillet 2016. **La demande de crédits à**

l'habitat a continué pour sa part d'être perçue en hausse en février 2017.

Les conditions d'octroi seraient restées stables pour les crédits à la consommation (quatorzième mois consécutif) et à l'habitat (troisième mois consécutif).



Source : Banque de France

4. Financement des ETI et des grandes entreprises en mars 2017 : trésorerie aisée, détente tendancielle des délais de paiement des clients, atténuation des marges bancaires

* La dernière enquête réalisée par l'AFTE et Coe-Rexecode en mars 2017, sur les trésoreries des ETI de 500 salariés ou plus et des grandes entreprises met en évidence :

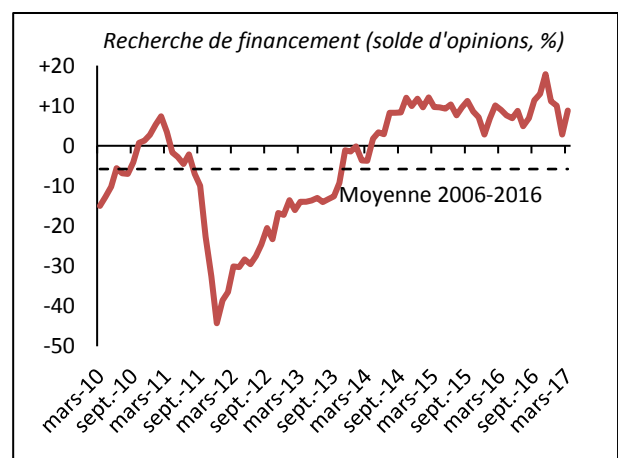
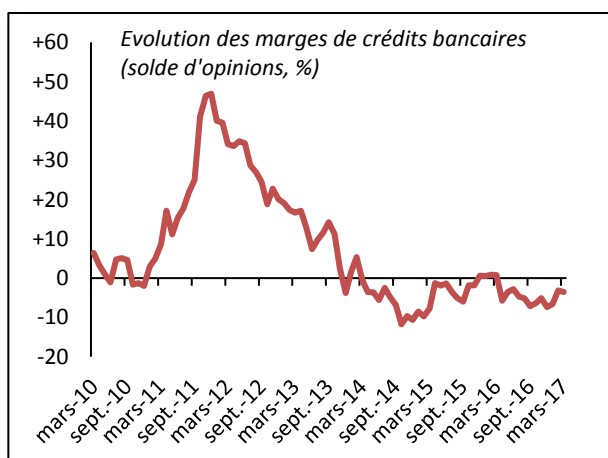
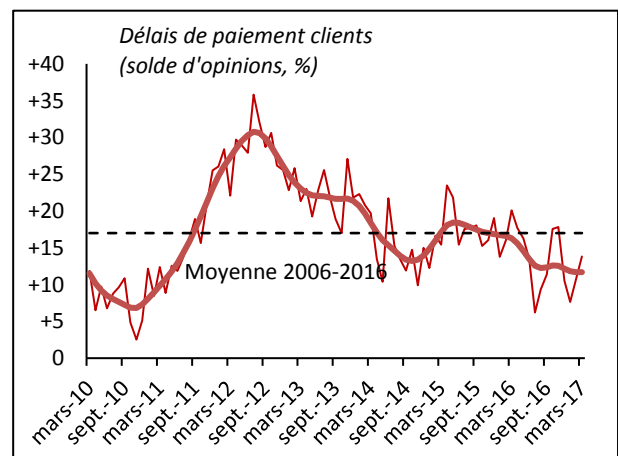
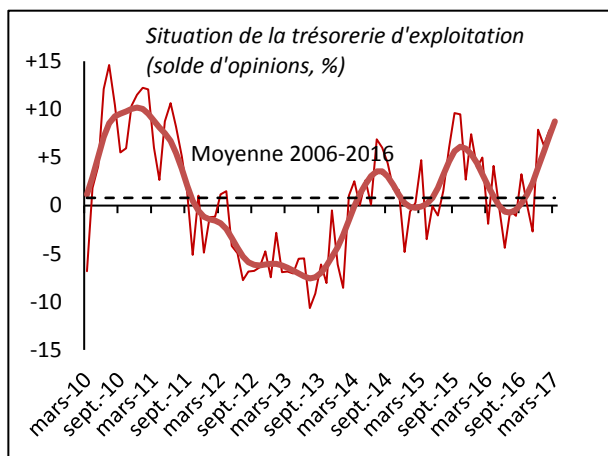
- des **trésoreries d'exploitation jugées aisées par une majorité croissante** des trésoriers d'entreprise. Le solde d'opinion se rapproche encore de ses précédents points hauts de 2007 et 2011.

Selon 33% d'entre eux, l'impact des cours du pétrole et des matières premières est négatif sur la trésorerie. De même, l'impact du taux de change de l'euro contre le dollar est négatif pour 40% des trésoriers.

- des **délais de paiement des clients qui continuent de se détendre** en tendance selon une majorité des trésoriers, même si le solde des opinions remonte légèrement après le point bas atteint en janvier. En revanche, **les délais de paiement négociés avec les fournisseurs s'allongeraient à nouveau** ;

- une nouvelle atténuation de **la marge payée sur les crédits bancaires**, dans un « contexte de remontée des taux obligataires qui ne semble pas déborder sur les taux des crédits aux entreprises » ;

- une **recherche de financements qui demeure aisée** », selon la majorité des trésoriers d'entreprise.



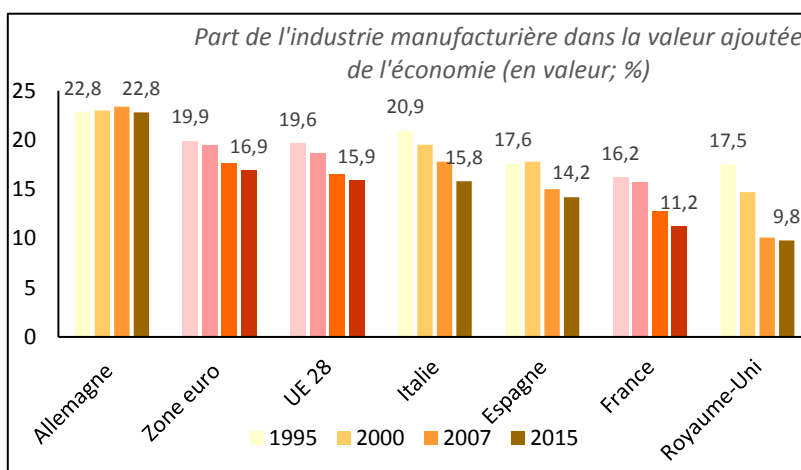
Source : AFTE et Coe-Rexecode

5. Poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de l'Union européenne depuis 1995 : recul dans les grands pays sauf en Allemagne

* L'INSEE vient de publier un rapide **panorama de l'industrie manufacturière en Europe entre 1995 et 2015**, pour l'ensemble de l'Union et de la zone euro, ainsi que les cinq économies qui réalisent la plus forte valeur ajoutée manufacturière (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne). Quatre points de cette analyse factuelle peuvent être soulignés.

*Le premier est le **recul de la part de l'industrie manufacturière dans l'économie, sauf en Allemagne**. Entre 1995 et 2015, la valeur ajoutée manufacturière a augmenté en valeur de +2,4% en moyenne par an (+2,2%

pour la zone euro), et celle de l'ensemble de l'économie de +3,5% (+3% pour la zone euro). Ainsi le poids de l'industrie manufacturière a baissé de 19,6% à 15,9% pour l'ensemble de l'Union européenne (de 19,9% à 16,9% pour la zone euro). C'est en France et au Royaume-Uni qu'il a le plus baissé. Il faut noter que partout où elle a eu lieu, **la baisse du poids de l'industrie s'est considérablement ralentie depuis 2007**. En revanche, il est resté stable en Allemagne, à un niveau très supérieur à la moyenne européenne et à celle des grandes économies voisines (quelque 23% de l'économie).

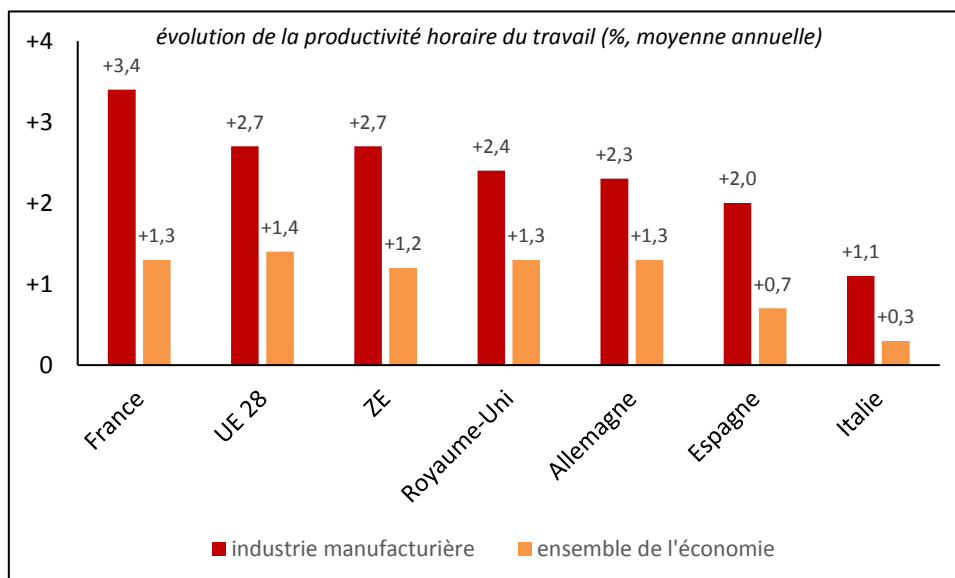


Source : Eurostat (in *INSEE Première*, n° 1637, mars 2017)

***Ces reculs en valeur s'expliquent davantage par un « effet prix » que par un « effet volume »** : les prix de la valeur ajoutée manufacturière se sont en effet accrus durant la période de façon plus modérée (+0,8% l'an pour l'Union) que dans l'ensemble de l'économie (+1,8% l'an). D'où des évolutions des valeurs ajoutées de l'industrie manufacturière et de l'ensemble de l'économie nettement plus proches en volume (respectivement +1,6% et +1,7% pour l'ensemble de l'Union). C'est particulièrement net pour la France, seul pays où les prix ont baissé sur les vingt années considérées (-0,5% l'an en moyenne) : en volume, la valeur ajoutée manufacturière y a augmenté de +1,5% l'an, celle de l'ensemble de l'économie de +1,6% l'an. Au contraire, « l'effet volume » a été prépondérant en Espagne et au Royaume-Uni. En Italie, les deux effets ont joué de

façon égale. En Allemagne, les deux effets se compensent : augmentation moindre du prix de la valeur ajoutée dans l'industrie que dans l'ensemble de l'économie, progression un peu plus rapide du volume.

*La baisse des prix relatifs de la valeur ajoutée manufacturière (hausse moindre que ceux de l'ensemble de l'économie) résulte de **gains de productivité plus importants que dans le reste de l'économie** : +2,7% l'an pour l'Union européenne contre +1,4% dans l'ensemble de l'économie. Sur l'ensemble de la période, c'est en France que les gains de productivité dans l'industrie manufacturière sont les plus élevés et l'écart avec le reste de l'économie le plus marqué. Ce qui « explique la plus forte baisse des prix relatifs ».



Source : Eurostat (in *INSEE Première*, n° 1637, mars 2017)

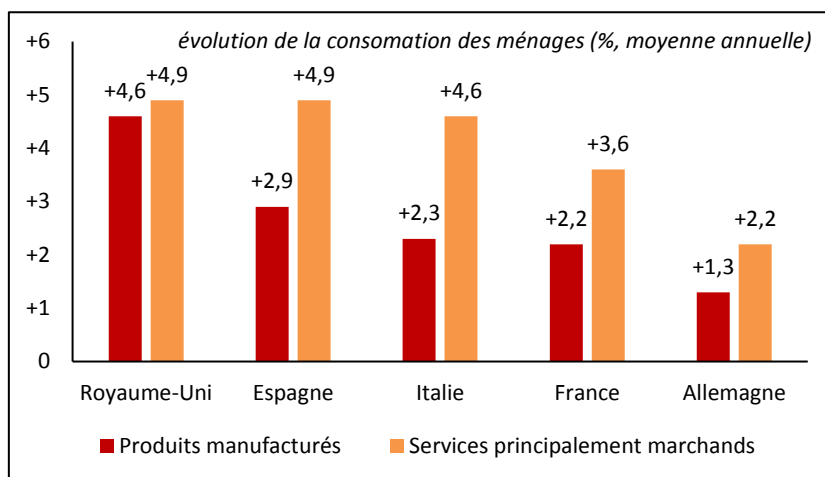
Ces évolutions moyennes depuis 1995 recouvrent une **réduction des gains de productivité depuis la crise de 2008** qui a particulièrement pénalisé l'industrie manufacturière. Ceci explique une réduction des écarts de gains de productivité et la baisse des prix relatifs de l'industrie par rapport à l'ensemble de l'économie dans les différents pays.

* Les pays européens sont confrontés à **trois phénomènes structurels contribuant à la baisse du poids de l'industrie manufacturière** dans les économies : outre l'externalisation de certaines activités de services sur laquelle il manque de données fiables pour une analyse au niveau européen, il s'agit de la concurrence étrangère et de la modification de la demande au détriment des produits manufacturés.

-Avec la **mondialisation des échanges**, le commerce extérieur des produits manufacturés s'est fortement développé, avec notamment une **forte poussée des importations** qui ont progressé plus rapidement que la production. Le développement simultané des exportations a

compensé en partie l'impact négatif de la montée des importations. Seule l'industrie allemande est soutenue par ses exportations (hausse moyenne annuelle de quelque 6% l'an, rythme le plus élevé des pays étudiés sauf l'Espagne). La réexportation de produits fabriqués à l'étranger puis réintégrés dans la chaîne de production allemande n'explique pas tout : si le contenu des exportations allemandes en valeur ajoutée importée augmente, il reste inférieur à celui des quatre autres pays.

- Le repli de la part de l'industrie manufacturière tient aussi à l'**évolution de la structure de la demande intérieure**. En particulier, la consommation de produits manufacturés a augmenté nettement moins vite que celle de services principalement marchands hors services financiers. L'écart de croissance est le plus important en Italie (du simple au double) et le plus faible au Royaume-Uni. En France, il est notable, avec une progression de +2,2% l'an pour la consommation de produits manufacturés et de +3,6% l'an pour la consommation de services marchands.



Source : Eurostat (in *INSEE Première*, n° 1637, mars 2017)

6. Marché du travail aux États-Unis en février 2017 : +235 000 créations d'emploi, baisse du taux de chômage (4,7 %)

*Le Bureau Statistique du Travail américain vient de publier son dernier *Rapport sur l'emploi* mensuel. **Les créations d'emploi** (nettes des suppressions de postes) **dans le secteur non agricole aux États-Unis ont continué de croître en février 2017, avec +235 000 postes supplémentaires**, (+238 000 en décembre), portées par le secteur privé (+227 000). Le nombre d'emploi créé a été supérieur à la moyenne de 2015 et de 2016 (respectivement +226 000 et +186 000).

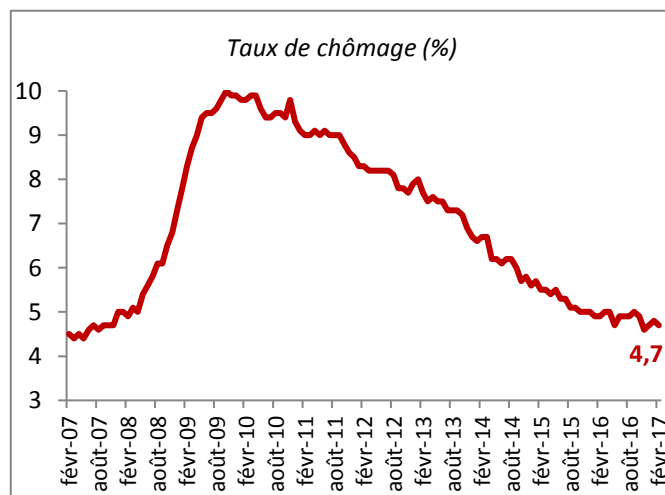
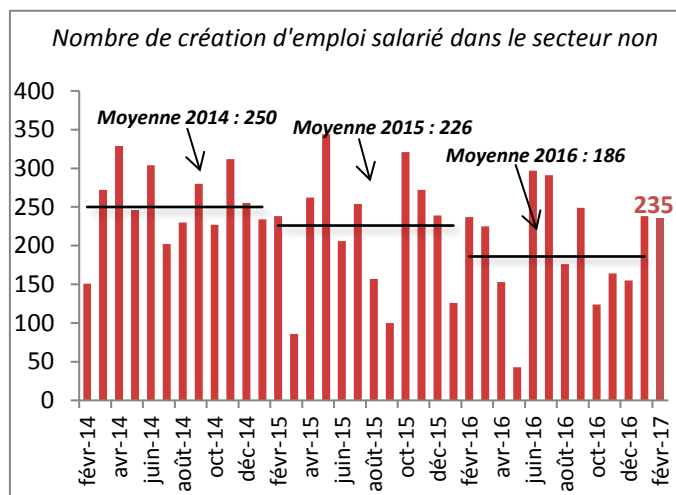
*Le détail des **créations d'emploi par grand secteur** fait apparaître les éléments suivants :

- +58 000 dans la construction (progression mensuelle la plus forte depuis près de dix ans), dont notamment +36 000 pour les travaux spécialisés de construction liés au logement (résidentiel et non résidentiel) et + 15 000 pour les travaux de génie civil ;
- +32 500 dans le domaine de la santé et l'assistance sociale dont +18 000 pour les soins ambulatoires ;

- + 28 000 dans le secteur manufacturier dont notamment + 9 000 pour l'industrie agroalimentaire ;
- - 26 000 dans le commerce de détail après + 40 000 le mois dernier, baisse attribuable aux pertes d'emplois dans les magasins de marchandises (-19 000) et à celles dans les magasins d'articles de sport, de livres et de musique (- 9 000).

***En février, le taux de chômage américain représentait 4,7% de la population active** (4,8% en janvier). **Le taux de participation au marché du travail** a atteint pour sa part 63% après 62,9% en janvier dernier et 62,7% en décembre 2016.

*Enfin, **la progression des salaires en février a été identique à celle de janvier**, tant en rythme mensuel (+0,2%) qu'en glissement sur douze mois (+2,8%).



Source: US Bureau of Labor Statistics

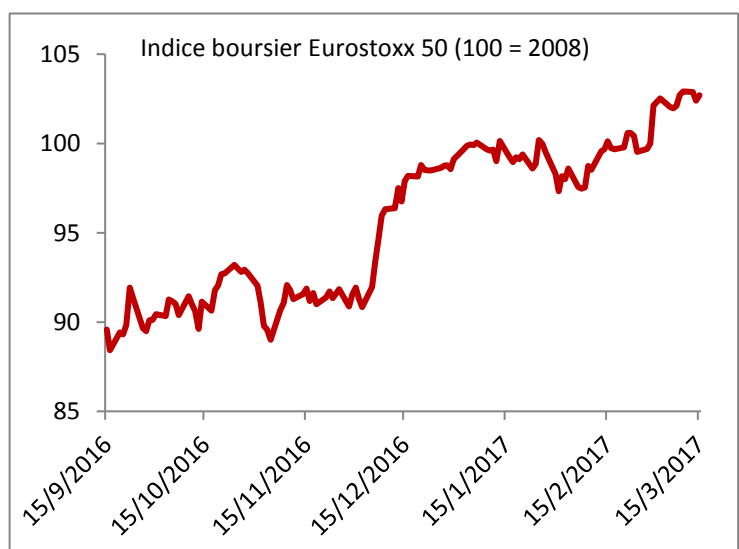
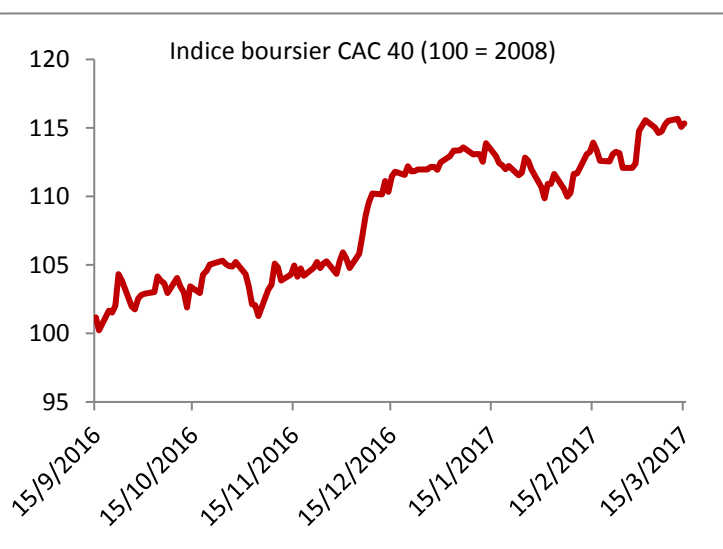
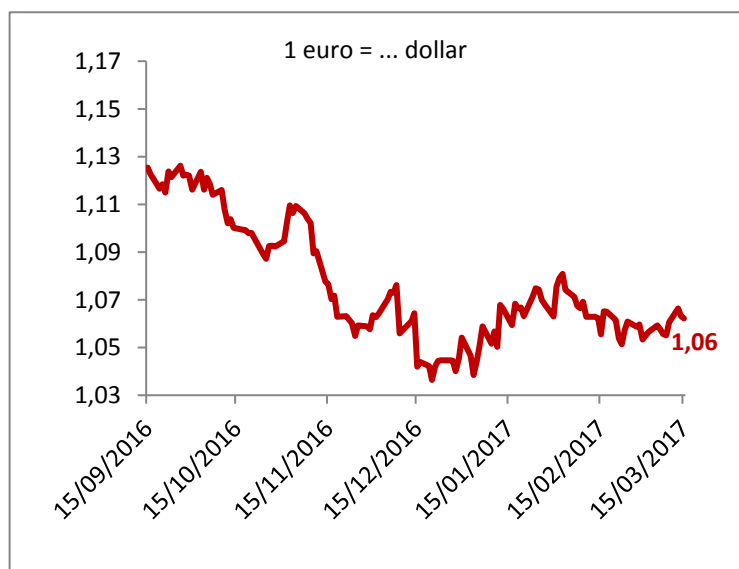
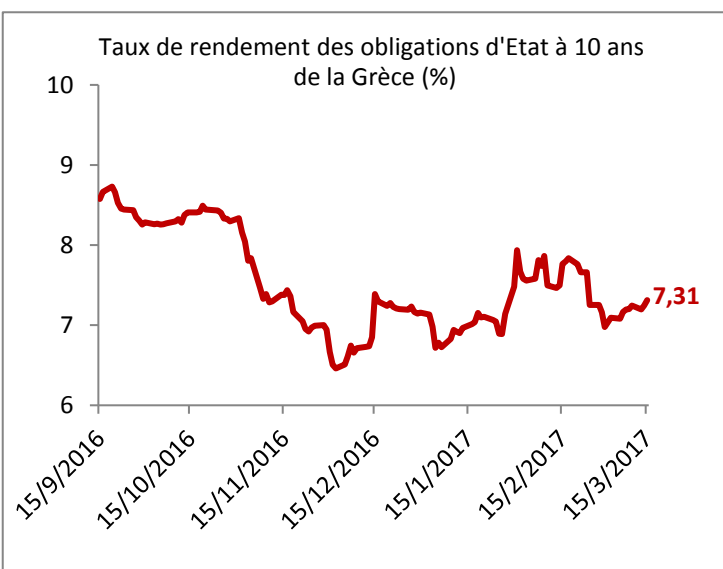
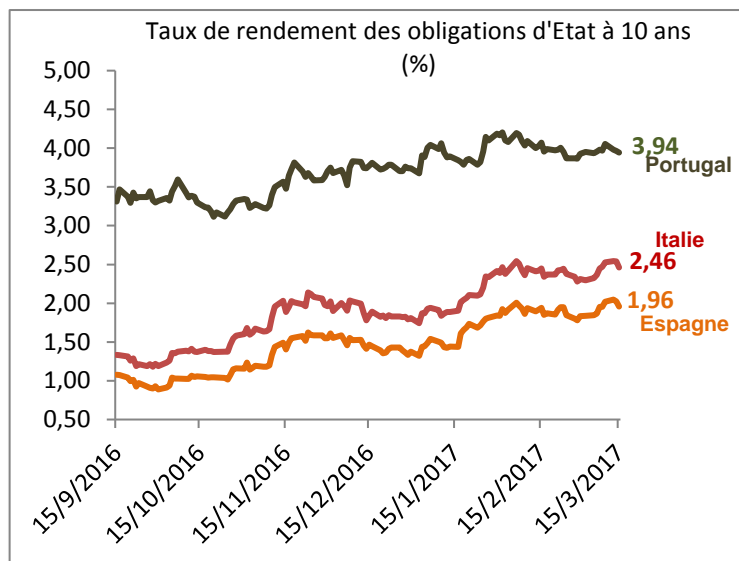
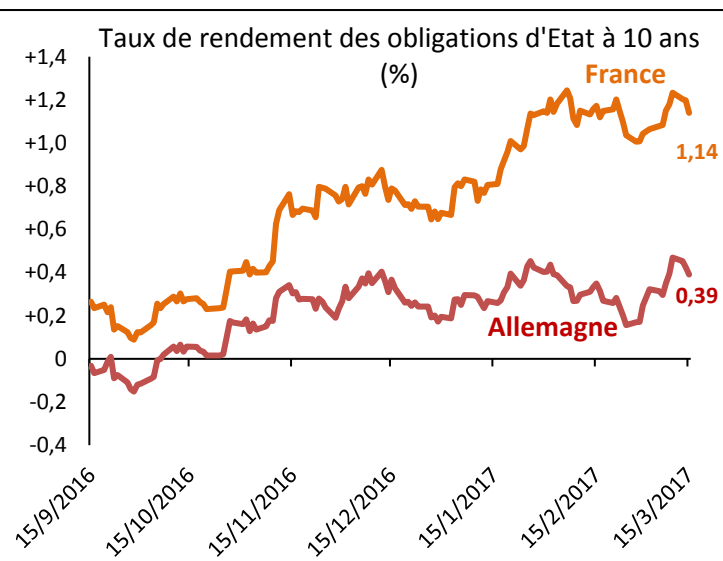
*

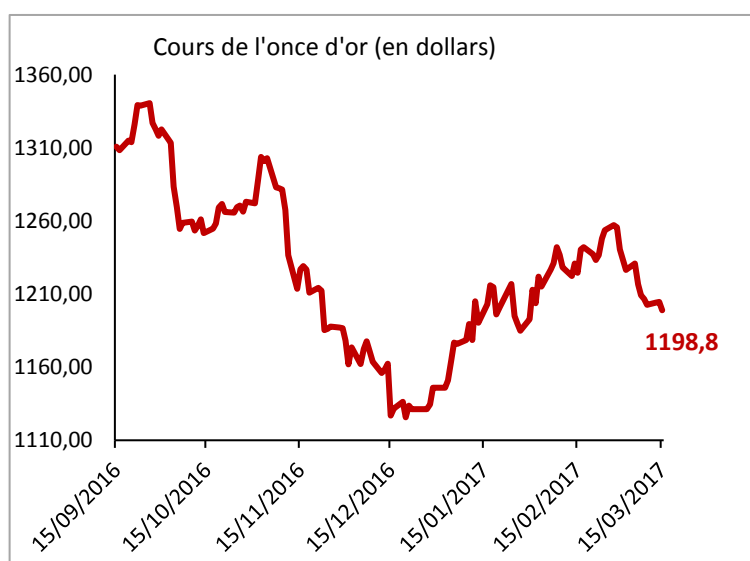
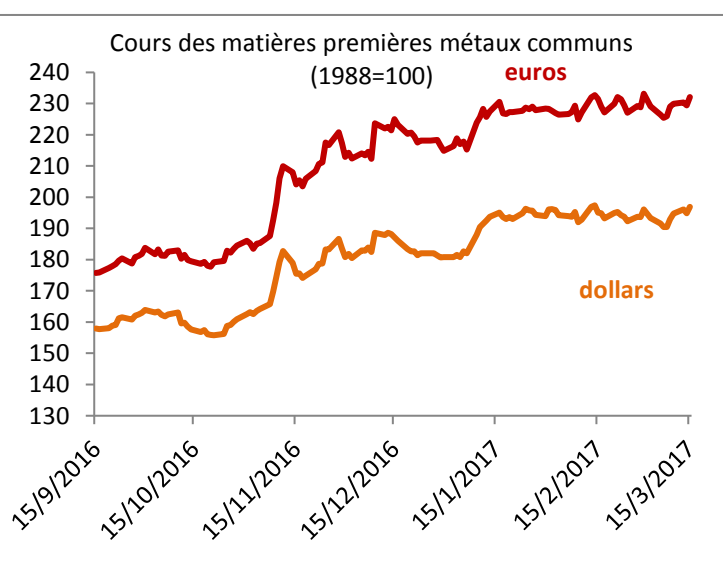
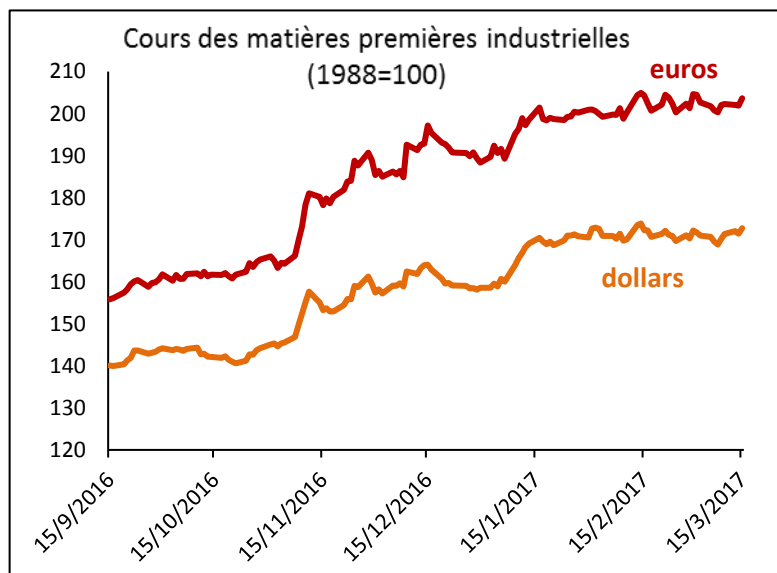
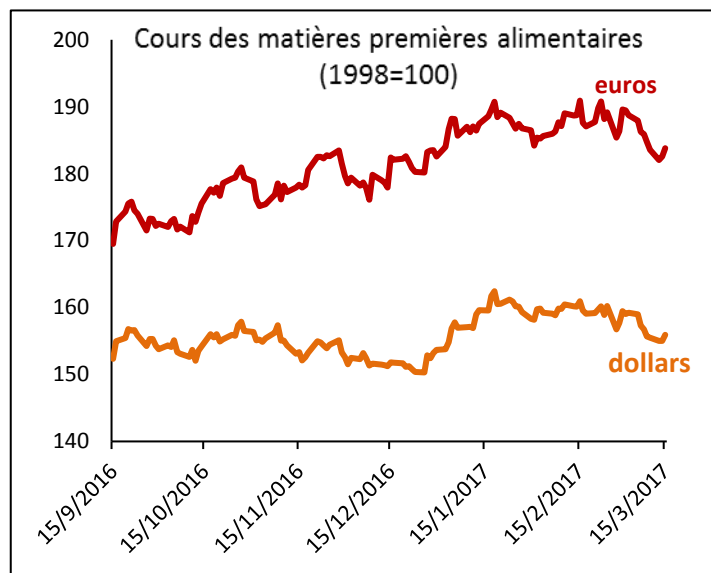
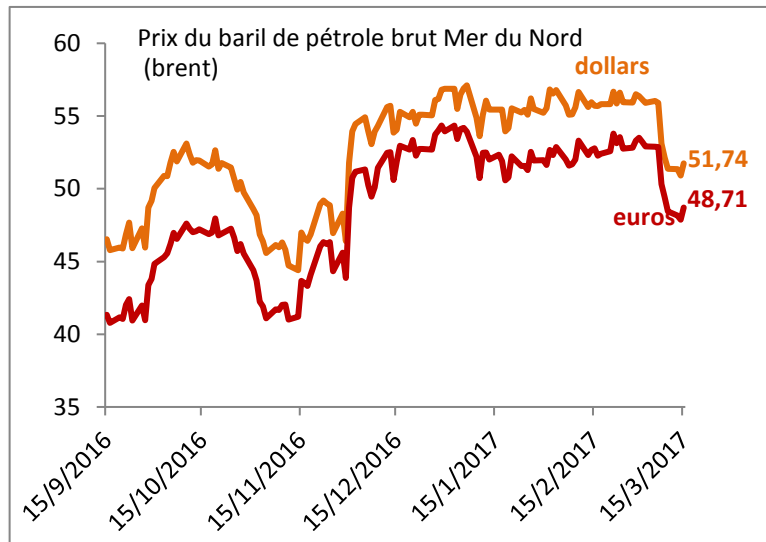
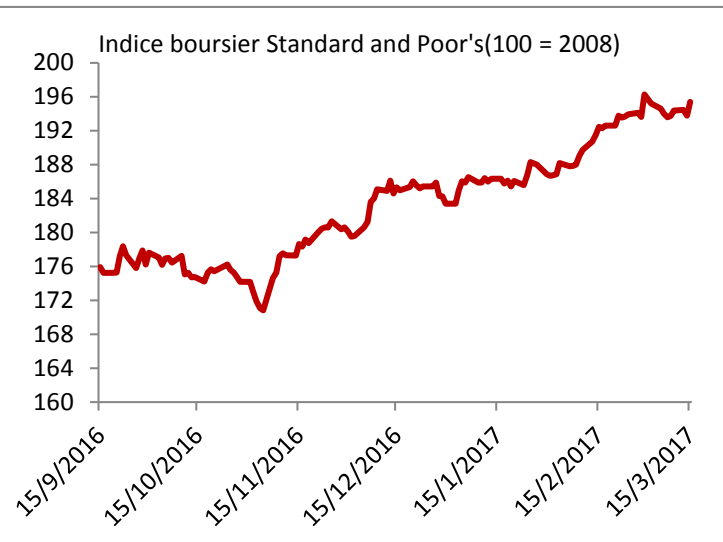
Les bons chiffres de ce rapport sur l'emploi (créations supérieures à 200 000 pour le deuxième mois consécutif, baisse du taux de chômage avec une hausse du taux de participation et progression annuelle des salaires supérieure à 2%) ont poussé la Banque centrale américaine (Fed) à agir.

Ainsi, **le 15 mars 2017**, lors de sa réunion de politique monétaire, **la Fed a décidé de procéder**

à un relèvement d'un quart de point le taux des fonds fédéraux. Il s'agit de la deuxième hausse depuis l'élection de Donald Trump, signe qu'un cycle de remontée est belle et bien enclenché. La présidente de la Fed Janet Yellen a en effet indiqué qu'elle avait « *confiance dans la voie que prend l'économie américaine* » et **que deux autres hausses de taux pourraient intervenir dans l'année**.

7. Tendances récentes des marchés : Décrochage des prix du pétrole, nouvelle baisse de l'or, léger raffermissement de l'euro





Contact : gde-lavernee@medef.fr // abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 16 mars 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française
en quelques clics, avec 30 indicateurs

➤ Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
➤ ou téléchargez l'application gratuitement sur :

